



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 70.528/4
du 12 janvier 2022

advies 70.528/4
van 12 januari 2022

sur

over

un avant-projet de loi 'relatif à
l'implémentation de la
Convention HNS 2010 et
modifiant le Code belge de la
Navigation et le
Code judiciaire'

een voorontwerp van wet
'betreffende de implementatie
van het HNS-Verdrag 2010 en
ter wijziging van de Belgisch
Scheepvaartwetboek en de
Gerechtelijke Wetboek'

Le 23 novembre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'relatif à l'implémentation de la Convention HNS 2010 et modifiant le Code belge de la Navigation et le Code judiciaire'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 12 janvier 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 janvier 2022.

*

Op 23 november 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'betreffende de implementatie van het HNS-Verdrag 2010 en ter wijziging van de Belgisch Scheepvaartwetboek en de Gerechtelijke Wetboek'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 12 januari 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 januari 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

L'exposé des motifs et le commentaire des articles ne figuraient pas dans le dossier joint à la demande d'avis.

Certes, ces documents ont été communiqués par la déléguée du Ministre, le 15 décembre 2021, il n'en demeure pas moins qu'à l'avenir, il y aura lieu, pour le demandeur d'avis, de veiller à la complétude du dossier dès l'introduction de celui-ci.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 2

L'article 2 vise à ajouter, à l'article 574, alinéa 1^{er}, 23^o, du Code judiciaire¹, les demandes visées aux articles 2.7.3.33 à 2.7.3.35, en projet, du Code belge de la Navigation (ci-après le « Code »), à l'énumération de celles dont connaît déjà le tribunal de l'entreprise.

Il y a également lieu de tenir compte de l'article 574, alinéa 2, du Code judiciaire, lequel dispose :

« Le tribunal de l'entreprise d'Anvers est seul compétent dans les cas prévus au premier alinéa, 20^o, 21^o, 22^o, 23^o et 24^o ».

Cet alinéa 2 ne se concilie pas avec les articles 2.7.3.33, § 4, 2.7.3.34, § 4, et 2.7.3.35, alinéa 2, en projet, du Code (articles 28, 29 et 30 de l'avant-projet). Ces derniers prévoient, en effet, la compétence du tribunal de l'entreprise de Liège, de Bruxelles ou d'Anvers, selon le lieu de naissance du dommage.

L'article 2 sera revu à la lumière de cette observation.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Dont il convient de mentionner qu'il a été inséré, et non modifié, par la loi du 8 mai 2019 'introduisant le Code belge de la Navigation', article 49, 2^o.

Article 3

Les mots « alinéa 1^{er}, » seront omis, l'article 627 du Code judiciaire ne comportant qu'un seul alinéa. Il convient également d'y mentionner que le 10° a été inséré, et non modifié, par la loi du 24 juin 1970 'modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire et certaines dispositions relatives à la compétence des cours et tribunaux et à la procédure civile' et de compléter l'énumération des lois l'ayant ensuite modifié.

Article 6

L'article 2.3.2.11/1, en projet, du Code, intitulé 'Délivrance de certificats HNS pour les navires de mer belges', dispose, à l'alinéa 1^{er} de son paragraphe 1^{er} :

« Un certificat attestant qu'une assurance ou autre garantie financière est en cours de validité conformément à la Convention HNS 2010 et cette section est délivré à chaque navire de mer après que l'autorité compétente ait satisfait aux prescriptions de l'article 2.3.2.8, § 3/1 ».

Conformément à l'article 12, paragraphe 2, de la Convention HNS 2010 ², les mots « après que l'autorité compétente ait satisfait aux prescriptions de l'article 2.3.2.8, § 3/1 » seront remplacés par les mots « après que l'autorité compétente s'est assurée qu'il satisfait aux prescriptions de l'article 2.3.2.8, § 3/1 ».

Article 9

Il revient à l'auteur de l'avant-projet de vérifier si le paragraphe 1^{er} de l'article 2.3.2.15 du Code ne doit pas être complété par la mention de la Convention HNS 2010, suite à l'insertion du paragraphe 5 en projet ³.

Article 11

La version française sera revue à la lumière de la version néerlandaise.

² Et à l'instar de ce que prévoient déjà le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, des articles 2.3.2.9, 2.3.2.10, et 2.3.2.11 du Code, pour la délivrance des certificats CLC, BUNKER et WRC.

³ Comparer avec les articles 4, 7, et 11, de l'avant-projet.

Article 19

1. À l'article 2.7.3.25, § 5, 6°, en projet, du Code, les références faites aux alinéas c), d) et e), seront corrigées. À la lecture de l'article 7, paragraphe 5, de la Convention HNS 2010, il apparaît qu'elles doivent être remplacées par des références aux 3°, 4°, et 5°. Ce dernier dispose en effet :

« Sous réserve du paragraphe 6, aucune demande en réparation de dommage, qu'elle soit ou non fondée sur la présente Convention, ne peut être introduite contre :

- a) les préposés ou mandataires du propriétaire ou les membres de l'équipage ;
- b) le pilote ou une autre personne qui, sans être membre de l'équipage, s'acquitte de services pour le navire ;
- c) un affréteur (sous quelque appellation que ce soit, y compris un affréteur coque nue), armateur-gérant ou exploitant du navire ;
- d) une personne accomplissant des opérations d'assistance avec l'accord du propriétaire ou sur les instructions d'une autorité publique compétente ;
- e) une personne prenant des mesures de sauvegarde ; et
- f) les préposés ou mandataires des personnes mentionnées aux alinéas c), d) et e), à moins que le dommage ne résulte de leur fait ou de leur omission personnels, commis avec l'intention de provoquer un tel dommage, ou commis témérairement et avec conscience qu'un tel dommage en résulterait probablement ».

2. L'article 2.7.3.25, § 5, en projet, du Code, sera également complété afin d'y reprendre, après l'énumération en six points qui y figure, la teneur du dernier membre de phrase du paragraphe 5 de l'article 7 de la Convention HNS 2010.

Article 25

1. Dans la version française de l'article 2.7.3.31, § 1^{er}, en projet, du Code, les mots « de perception » seront insérés entre les mots « les modalités » et « des contributions ».

2. L'article 2.7.3.31, § 2, en projet, dispose :

« Le Roi détermine les autres définitions au sens de la Convention HNS 2010 ».

Cette disposition sera revue, afin de mieux définir la portée de l'habilitation qui y est conférée au Roi et d'assurer sa concordance avec l'article 2.7.3.22, en projet (article 16 de l'avant-projet), lequel dispose en effet :

« Dans la présente section, l'on entend par 'Fonds HNS', le Fonds international pour les substances nocives et potentiellement dangereuses institué par l'article 13 de la Convention HNS 2010.

En ce qui concerne les autres définitions et sauf dérogation expresse, pour l'application du présent chapitre et des dispositions du livre 4 qui y ont trait, les définitions qui figurent dans la Convention HNS 2010 sont d'application dans les arrêtés d'exécution en question ».

Article 26

À l'article 2.7.3.32, § 2, en projet, du Code, la référence faite à l'article 2.7.3.36, alinéa 2, sera remplacée par une référence à l'article 2.7.3.35, alinéa 2.

Article 27

1. Dans la phrase introductive de l'article 2.7.3.33, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, du Code, la référence faite à l'article 2.7.3.23, b), sera corrigée.

2. À l'article 2.7.3.33, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, en projet, du Code, la référence faite à l'article 2.3.2.62, § 3, sera remplacée par une référence au paragraphe 2 du même article.

La même observation vaut pour l'article 2.7.3.33, § 3, en projet.

Article 31

À l'article 2.7.3.37, § 2, en projet, du Code, la référence faite à l'article 2.7.3.25, § 2, d), sera corrigée.

Section 3

L'intitulé de la section 3 « Modifications du livre 4, titre 1^{er}, chapitre 2 du Code Belge de la Navigation », sera revu, certaines de ses dispositions visant à modifier des articles faisant partie d'autres subdivisions du livre 4 du Code.

Article 32

L'article 32 sera revu afin :

– d'y mentionner que la disposition qu'il vise à modifier est l'article 4.1.2.10, alinéa 1^{er}, du Code ;

– d'y préciser que cet alinéa a été modifié par la loi du 16 juin 2021 ⁴, sans reprendre l'intitulé de cette dernière ;

– d'y corriger, dans la version française et à la lumière de la version néerlandaise, les modalités d'insertion des mots « la Convention HNS 2010 ».

⁴ Loi du 16 juin 2021 'modifiant le Code belge de la Navigation', article 120, 1^o.

Article 33

1. Dans la phrase liminaire, la mention de la subdivision du Code dans laquelle l'article 4.1.2.51/1, en projet, est inséré, sera à la fois corrigée et complétée. Il s'agit de la sous-section 6, de la section 2, du chapitre 2, du titre 1^{er}, du livre 4.
2. Dans l'article 4.1.2.51/1, § 1^{er}, en projet, du Code, la référence faite à l'article 4.2.4.2/1, § 1^{er}, alinéa 3, (inséré par l'article 36 de l'avant-projet), sera corrigée, ce dernier ne comprenant qu'un seul alinéa.
3. Dans l'article 4.1.2.51/1, § 2, en projet, du Code, la référence faite à l'article 2.7.3.30, § 4, alinéa 2, (inséré par l'article 24 de l'avant-projet), sera corrigée, ce dernier ne comprenant pas de subdivision en paragraphes.

Article 34

L'article 34 sera revu afin :

- d'y mentionner que la disposition qu'il vise à modifier est l'article 4.2.1.2, § 1^{er}, 2^o, c), du Code ⁵ ;
- d'y corriger les modalités d'insertion des mots « de la Convention HNS 2010 ».

Article 36

Dans la phrase liminaire, la mention de la subdivision du Code dans laquelle l'article 4.2.4.2/1, en projet, est inséré, sera corrigée, le chapitre 4, du titre 2, du livre 4, du Code, n'étant pas subdivisé en sections.

Article 37

1. L'article 37 dispose :
« La présente loi entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la Convention HNS 2010 ».
- Comme l'explique cependant le commentaire de l'article 24 de l'avant-projet :
- « Cette disposition insère l'article 2.7.3.30 dans le Code belge de la Navigation, basé sur l'article 13 de la Convention HNS 2010.

⁵ Cette observation vaut également pour l'article 35 de l'avant-projet.

Cet article contient l'obligation légale de payer les contributions au Fonds HNS par tout réceptionnaire belge de substances nocives et potentiellement dangereuses en son alinéa 1^{er}. Cette obligation ne sera appliquée qu'après l'entrée en vigueur de la Convention HNS 2010 ; avant son entrée en vigueur, le Fonds HNS n'est pas encore établi.

Le second alinéa de l'article prévoit l'obligation de déclarer les quantités de substances reçues au Contrôle de la Navigation. Cette obligation existe dès l'entrée en vigueur du présent projet de loi. En effet, l'article 45, paragraphe 4 de la Convention HNS 2010 prévoit que la ratification par un État doit être accompagnée par la communication au Secrétaire général de l'OMI des renseignements sur les quantités totales de substances reçues, pour autant que celles-ci dépassent le seuil de déclaration établi par le Roi, au cours de l'année civile précédente ».

La lettre de demande d'avis, ainsi que les courriers adressés aux différents Gouvernements de région dans le cadre de la procédure d'association et datés du 2 juin 2021, précisent également à cet égard :

« Par ailleurs, afin de ratifier la Convention HNS 2010, la Belgique doit déposer, en même temps que l'acte de ratification, au moins une année de données sur les substances nocives et potentiellement dangereuses reçues sur son territoire. Cela implique la mise en place d'un système de rapportage annuel. Ce système permet aux réceptionnaires de déclarer les quantités de substances nocives et potentiellement dangereuses à l'État belge, qui communique ensuite ces données au Fonds HNS. Deux systèmes sont prévus, l'un avant l'entrée en vigueur de la Convention HNS 2010 (n'entraînant pas de contribution), l'autre après l'entrée en vigueur de la Convention HNS 2010 ».

Interrogée sur la nécessité de faire entrer en vigueur le fondement légal permettant la mise en œuvre du premier de ces deux systèmes de rapportage annuel avant l'entrée en vigueur de la Convention HNS 2010, la déléguée du Ministre a répondu :

« Afin de parer au problème que vous soulevez, nous proposons la modification suivante de l'article 37 du projet de loi :

Art. 37. La présente loi produit ses effets le jour de l'entrée en vigueur de la Convention HNS 2010.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'article 25 produit ses effets le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Cela permettrait d'avoir une base légale pour les déclarations de cargaisons donnant lieu à contribution avant l'entrée en vigueur de la Convention HNS 2010. La proposition se base sur la formule F 4-5-1-3 de la Technique législative ».

Comme l'explique le commentaire des articles, il convient d'étendre cette entrée en vigueur anticipée à l'article 2.7.3.30, alinéa 2, en projet, du Code (article 24 de l'avant-projet).

2. Au niveau international, et comme le précise l'exposé des motifs de l'avant-projet, ni la Convention HNS de 1996, ni le Protocole de 2010 ne sont entrés en vigueur à ce jour, les exigences minimales en matière de ratification prévues par l'article 46 de la Convention HNS 2010 n'ayant pas encore été satisfaites, celui-ci disposant :

« 1. Le présent Protocole entre en vigueur 18 mois après la date à laquelle les conditions suivantes sont remplies :

a) au moins 12 États, y compris quatre États ayant chacun au moins 2 millions d'unités de jauge brute, ont exprimé leur consentement à être liés par lui ; et

b) le Secrétaire général a été informé, conformément aux paragraphes 4 et 6 de l'article 45, que les personnes qui, dans ces États, seraient tenues de payer des contributions en application des paragraphes 1 a) et 1 c) de l'article 18 de la Convention, telle que modifiée par le présent Protocole, ont reçu au cours de l'année civile précédente une quantité totale d'au moins 40 millions de tonnes de cargaisons donnant lieu à contribution au compte général.

2. Pour un État qui exprime son consentement à être lié par le présent Protocole après que les conditions d'entrée en vigueur ont été remplies, ce consentement prend effet trois mois après la date à laquelle il a été exprimé, ou à la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur conformément au paragraphe 1, si cette dernière date est postérieure ».

Au niveau national, les procédures d'assentiment et de ratification exigent, en outre, la mise en place préalable du premier système de rapportage déjà évoqué et donc l'application des mesures d'exécution qu'appelle l'article 2.7.3.31, § 1^{er}, en projet, du Code (article 25 de l'avant-projet).

Dans un but de sécurité juridique et au vu du contexte particulier rappelé ci-avant, il serait préférable de charger le Roi de fixer la date d'entrée en vigueur des autres dispositions de l'avant-projet, plutôt que de se référer à la date d'entrée en vigueur de la Convention HNS 2010.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

In het dossier dat bij de adviesaanvraag was gevoegd, ontbraken de memorie van toelichting en de bespreking van de artikelen.

De gemachtigde van de minister heeft die documenten weliswaar op 15 december 2021 bezorgd, maar in het vervolg zou de adviesaanvrager erop moeten letten dat het dossier volledig is op het ogenblik waarop het wordt ingediend.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 2

Artikel 2 strekt ertoe in artikel 574, eerste lid, 23°, van het Gerechtelijk Wetboek,¹ in de opsomming van de vorderingen waarvan de ondernemingsrechtbank nu al kennisneemt, ook de vorderingen op te nemen die worden bedoeld in de ontworpen artikelen 2.7.3.33 tot 2.7.3.35 van het Belgisch Scheepvaartwetboek (hierna: “het Wetboek”).

Er dient ook rekening te worden gehouden met artikel 574, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, dat als volgt luidt:

“In de gevallen onder het eerste lid, 20°, 21°, 22°, 23° en 24°, is alleen de ondernemingsrechtbank te Antwerpen bevoegd”.

Dat tweede lid is niet verenigbaar met de ontworpen artikelen 2.7.3.33, § 4, 2.7.3.34, § 4, en 2.7.3.35, tweede lid, van het Wetboek (artikelen 28, 29 en 30 van het voorontwerp). Luidens die laatstgenoemde bepalingen ligt de bevoegdheid namelijk bij de ondernemingsrechtbank van Luik, Brussel of Antwerpen, naargelang van de plaats waar de schade ontstaan is.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Er dient te worden geschreven dat die bepaling is ingevoegd, en niet gewijzigd, bij artikel 49, 2°, van de wet van 8 mei 2019 ‘tot invoering van het Belgisch Scheepvaartwetboek’.

Artikel 2 moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

Artikel 3

De woorden “eerste lid” moeten worden weggelaten, aangezien artikel 627 van het Gerechtelijk Wetboek maar een enkel lid bevat. Ook dient te worden vermeld dat punt 10° is ingevoegd, en niet gewijzigd, bij de wet van 24 juni 1970 ‘tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en van sommige bepalingen betreffende de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken en de burgerlijke rechtspleging’, en dient de opsomming van de wetten waarbij dat punt vervolgens is gewijzigd, te worden aangevuld.

Artikel 6

Het ontworpen artikel 2.3.2.11/1, § 1, eerste lid, van het Wetboek, met als opschrift “Uitreiking van HNS-certificaten voor Belgische zeeschepen”, luidt als volgt:

“Een certificaat houdende verklaring dat een verzekering of andere financiële zekerheid in overeenstemming met het HNS-Verdrag 2010 en deze afdeling van kracht is, wordt aan elk zeeschip uitgereikt nadat de bevoegde overheid heeft voldaan aan de verplichting bedoeld in artikel 2.3.2.8, §3/1.”

Overeenkomstig artikel 12, lid 2, van het HNS-Verdrag 2010² moeten de woorden “nadat de bevoegde overheid heeft voldaan aan de verplichting bedoeld in artikel 2.3.2.8, § 3/1” worden vervangen door de woorden “nadat de bevoegde overheid heeft vastgesteld dat is voldaan aan de verplichting bedoeld in artikel 2.3.2.8, § 3/1”.

Artikel 9

De steller van het voorontwerp dient na te gaan of het, als gevolg van de invoeging van de ontworpen paragraaf 5, niet nodig is in paragraaf 1 van artikel 2.3.2.15 van het Wetboek ook het HNS-Verdrag 2010 te vermelden.³

Artikel 11

De Franse tekst moet worden herzien zodat hij overeenstemt met de Nederlandse tekst.

² En naar het voorbeeld van wat reeds in paragraaf 1, eerste lid, van de artikelen 2.3.2.9, 2.3.2.10 en 2.3.2.11 van het Wetboek is bepaald in verband met de afgifte van de CLC-, de BUNKER- en de WRC-certificaten.

³ Vergelijk met de artikelen 4, 7 en 11 van het voorontwerp.

Artikel 19

1. In het ontworpen artikel 2.7.3.25, § 5, 6°, van het Wetboek moeten de verwijzingen naar c), d) en e) gecorrigeerd worden. Uit de tekst van artikel 7, lid 5, van het HNS-Verdrag 2010 blijkt dat ze moeten worden vervangen door verwijzingen naar 3°, 4° en 5°. Die laatstgenoemde bepaling luidt namelijk als volgt:

(vertaling)

“Behoudens het bepaalde in het zesde lid, kan geen vordering tot schadevergoeding, al dan niet op basis van dit Verdrag, worden ingesteld tegen:

- a) de ondergeschikten of lasthebbers van de eigenaar of de bemanningsleden;
- b) de loods of enige andere persoon die, zonder bemanningslid te zijn, diensten voor het schip verricht;
- c) elke bevrachter (ongeacht zijn benaming, met inbegrip van een rompbefrachter), manager of exploitant van het schip;
- d) elke persoon die met de instemming van de eigenaar of in opdracht van een bevoegde openbare autoriteit hulpverleningswerkzaamheden verricht;
- e) elke persoon die preventieve maatregelen neemt; en
- f) de ondergeschikten of lasthebbers van de onder c), d) en e) genoemde personen, tenzij de schade het gevolg is van hun persoonlijk handelen of nalaten, begaan hetzij met het opzet zodanige schade te veroorzaken, hetzij roekeloos en in de wetenschap dat zodanige schade er waarschijnlijk uit zou voortvloeien.”

2. Het ontworpen artikel 2.7.3.25, § 5, van het Wetboek moet eveneens worden aangevuld: na de zes punten die daarin worden opgesomd moet de inhoud worden weergegeven van het laatste zinsdeel van lid 5 van artikel 7 van het HNS-Verdrag 2010.

Artikel 25

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 2.7.3.31, § 1, van het Wetboek moeten de woorden “de perception” worden ingevoegd tussen de woorden “les modalités” en “des contributions”.

2. Het ontworpen artikel 2.7.3.31, § 2, luidt als volgt:

“De Koning bepaalt de overige definities in de zin van het HNS-Verdrag 2010.”

Die bepaling moet worden herzien zodat ze de strekking van de machtiging die aan de Koning wordt verleend, beter omschrijft en zodat ze in overeenstemming is met het ontworpen artikel 2.7.3.22 (artikel 16 van het voorontwerp), dat immers als volgt luidt:

“In deze afdeling wordt verstaan onder ‘HNS-Fonds’, het ingevolge artikel 13 van het HNS-Verdrag 2010 gevormde Internationale Fonds voor Gevaarlijke en Schadelijke Stoffen.

Wat betreft de overige begripsomschrijvingen en behoudens uitdrukkelijke afwijking, in de desbetreffende uitvoeringsbesluiten, gelden voor de toepassing van dit hoofdstuk en de erop betrekking hebbende bepalingen van boek 4 de begripsomschrijvingen vervat in het HNS-Verdrag 2010.”

Artikel 26

In het ontworpen artikel 2.7.3.32, § 2, van het Wetboek moet de verwijzing naar artikel 2.7.3.36, tweede lid, worden vervangen door een verwijzing naar artikel 2.7.3.35, tweede lid.

Artikel 27

1. In de inleidende zin van het ontworpen artikel 2.7.3.33, § 1, tweede lid, van het Wetboek moet de verwijzing naar artikel 2.7.3.23, b), gecorrigeerd worden.

2. In het ontworpen artikel 2.7.3.33, § 1, tweede lid, 1°, van het Wetboek moet de verwijzing naar artikel 2.3.2.62, § 3, worden vervangen door een verwijzing naar paragraaf 2 van datzelfde artikel.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 2.7.3.33, § 3.

Artikel 31

In het ontworpen artikel 2.7.3.37, § 2, van het Wetboek moet de verwijzing naar artikel 2.7.3.25, § 2, d), gecorrigeerd worden.

Afdeling 3

Het opschrift van afdeling 3 “Wijzigingen aan Boek 4, Titel 1, Hoofdstuk 2 van het Belgisch Scheepvaartwetboek” moet herzien worden, aangezien sommige bepalingen van die afdeling strekken tot wijziging van artikelen die deel uitmaken van andere onderdelen van boek 4 van het Wetboek.

Artikel 32

Artikel 32 moet herzien worden teneinde:

– daarin te vermelden dat de bepaling die gewijzigd wordt artikel 4.1.2.10, eerste lid, van het Wetboek is;

– daarin te preciseren dat dat lid gewijzigd is bij de wet van 16 juni 2021,⁴ zonder melding te maken van het opschrift van die wet;

– in de Franse tekst ervan de wijze waarop de woorden “, het HNS-Verdrag 2010” ingevoegd moeten worden, gecorrigeerd wordt in het licht van de Nederlandse tekst.

Artikel 33

1. In de inleidende zin moet de vermelding van het onderdeel van het Wetboek waarin het ontworpen artikel 4.1.2.51/1 ingevoegd wordt, zowel verbeterd als aangevuld worden. Het betreft boek 4, titel 1, hoofdstuk 2, afdeling 2, onderafdeling 6.

2. In het ontworpen artikel 4.1.2.51/1, § 1, van het Wetboek moet de verwijzing naar artikel 4.2.4.2/1, § 1, derde lid, (ingevoegd bij artikel 36 van het voorontwerp) verbeterd worden, aangezien dat laatste artikel maar één lid bevat.

3. In het ontworpen artikel 4.1.2.51/1, § 2, van het Wetboek moet de verwijzing naar artikel 2.7.3.30, § 4, tweede lid, (ingevoegd bij artikel 24 van het voorontwerp) verbeterd worden, aangezien dat laatste artikel niet onderverdeeld is in paragrafen.

Artikel 34

Artikel 34 moet herzien worden teneinde:

– daarin te vermelden dat de bepaling die gewijzigd wordt artikel 4.2.1.2, § 1, 2°, c), van het Wetboek is;⁵

– daarin de wijze waarop de woorden “, het HNS-Verdrag 2010” ingevoegd moeten worden, te corrigeren.

Artikel 36

In de inleidende zin moet de vermelding van het onderdeel van het Wetboek waarin het ontworpen artikel 4.2.4.2/1 ingevoegd wordt, gecorrigeerd worden, aangezien boek 7, titel 2, hoofdstuk 4, van het Wetboek niet onderverdeeld is in afdelingen.

⁴ Wet van 16 juni 2021 ‘tot wijziging van het Belgisch Scheepvaartwetboek’, artikel 120, 1°.

⁵ Die opmerking geldt ook voor artikel 35 van het voorontwerp.

Artikel 37

1. Artikel 37 luidt als volgt:

“Deze wet treedt in werking op de dag van inwerkingtreding van het HNS-Verdrag 2010.”

In de bespreking van artikel 24 van het voorontwerp wordt evenwel de volgende uitleg gegeven:

“Deze bepaling voegt het artikel 2.7.3.30 toe aan het Belgisch Scheepvaartwetboek, op grond van artikel 13 van het HNS-Verdrag 2010.

Dit artikel, eerste lid, bevat de wettelijke verplichting tot betaling van bijdragen aan het HNS-Fonds door iedere Belgische ontvanger van gevaarlijke en schadelijke stoffen. Deze verplichting zal pas gelden na de inwerkingtreding van het HNS-Verdrag 2010; vóór de inwerkingtreding ervan is het HNS-Fonds nog niet opgericht.

Het tweede lid van het artikel voorziet in de verplichting om de hoeveelheden ontvangen stoffen aan te geven bij de Scheepvaartcontrole. Deze verplichting bestaat vanaf de inwerkingtreding van dit ontwerp van wet. Artikel 45, paragraaf 4, van het HNS-Verdrag 2010 bepaalt immers dat de bekrachtiging door een Staat vergezeld moet gaan van de mededeling aan de Secretaris-generaal van de IMO van de gegevens over de totale hoeveelheden ontvangen stoffen, voor zover deze de door de Koning vastgestelde aangiftedrempel overschrijden, gedurende het voorgaande kalenderjaar.”

In de brief met de adviesaanvraag en in de brieven die in het kader van de procedure van het betrekken van de gewestregeringen bij het uitwerken van het voorontwerp aan elke gewestregering gericht zijn en die gedateerd zijn 2 juni 2021 wordt daarover tevens het volgende gesteld:

“Voorts moet België, om het HNS 2010-verdrag te ratificeren, samen met de akte van ratificatie ten minste één jaar gegevens indienen over de schadelijke en potentieel schadelijke stoffen die het op zijn grondgebied ontvangt. Dit impliceert de invoering van een jaarlijks rapportagesysteem. Dit systeem stelt de ontvangers in staat de hoeveelheden schadelijke en potentieel schadelijke stoffen aan te geven bij de federale overheid, die deze gegevens vervolgens doorgeeft aan het HNS-Fonds. Er zijn twee systemen voorzien, één vóór de inwerkingtreding van het HNS 2010-verdrag (zonder bijdrage), het andere na de inwerkingtreding van het HNS 2010-verdrag.”

Op de vraag of het niet nodig is om de rechtsgrond die de uitvoering mogelijk maakt van het eerste van die twee jaarlijkse rapportagesystemen in werking te laten treden vóór de inwerkingtreding van het HNS-Verdrag 2010, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Afin de parer au problème que vous soulevez, nous proposons la modification suivante de l'article 37 du projet de loi :

Art. 37. La présente loi produit ses effets le jour de l'entrée en vigueur de la Convention HNS 2010.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'article 25 produit ses effets le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Cela permettrait d'avoir une base légale pour les déclarations de cargaisons donnant lieu à contribution avant l'entrée en vigueur de la Convention HNS 2010. La proposition se base sur la formule F 4-5-1-3 de la Technique législative."

Zoals in de artikelsgewijze bespreking uitgelegd wordt, dient die vervroegde inwerkingtreding ook te gelden voor het ontworpen artikel 2.7.3.30, tweede lid, van het Wetboek (artikel 24 van het voorontwerp).

2. Op internationaal niveau zijn, zoals in de memorie van toelichting bij het voorontwerp wordt vermeld, noch het HNS-Verdrag van 1996, noch het Protocol van 2010 tot dusver in werking getreden, aangezien nog niet voldaan is aan de minimumvereisten inzake ratificatie waarin artikel 46 van het HNS-Verdrag 2010 voorziet. Dat artikel luidt als volgt:

(vertaling)

"1. Dit [Protocol] treedt in werking achttien maanden na de datum waarop aan de volgende vereisten is voldaan:

ten minste twaalf staten, waaronder vier staten met een brutotonnage van ten minste 2 miljoen eenheden, hebben het feit dat zij ermee instemmen door dit [Protocol] te worden gebonden tot uitdrukking gebracht; en

de secretaris-generaal heeft overeenkomstig artikel 43 mededeling ontvangen dat de personen in deze staten die op grond van artikel 18, eerste lid, onder a) en c), verplicht zouden zijn bij te dragen, gedurende het voorgaande kalenderjaar in totaal een hoeveelheid van ten minste 40 miljoen ton aan de algemene rekening bijdragende lading hebben ontvangen.

2. Ten aanzien van elke staat die tot uitdrukking heeft gebracht ermee in te stemmen door dit [Protocol] te worden gebonden nadat aan de voorwaarden voor de inwerkingtreding is voldaan, wordt deze instemming van kracht drie maanden na de datum waarop deze instemming tot uitdrukking is gebracht, of op de datum waarop dit [Protocol] overeenkomstig het eerste lid in werking treedt, naargelang welke datum later valt."

Op nationaal niveau vereisen de instemmings- en ratificatieprocedures bovendien de voorafgaande invoering van het hierboven genoemde eerste rapportagesysteem en dus de toepassing van de uitvoeringsmaatregelen die luidens het ontworpen artikel 2.7.3.31, § 1, van het Wetboek (artikel 25 van het voorontwerp) genomen moeten worden.

Ter wille van de rechtszekerheid en gelet op de hierboven omschreven bijzondere context zou het beter zijn de Koning ermee te belasten de datum van inwerkingtreding van de andere bepalingen van het voorontwerp vast te stellen in plaats van te verwijzen naar de datum van inwerkingtreding van het HNS-Verdrag 2010.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET